

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DU FJORD-DU-SAGUENAY
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DU-NORD



4 mai 2026

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 4 mai 2026 à dix-huit heures trente à laquelle sont présents :

M. Claude Riverin,	maire	
M. Alexis Trudeau Gratton,	conseiller,	poste 1
M. Eric Larouche,	conseiller,	poste 2
M. Étienne Voyer,	conseiller,	poste 3
M. Gilles Tremblay,	conseiller,	poste 5
Mme Suzan Lecours,	conseillère,	poste 6

Est absent :

M. Vincent Buist,	conseiller,	poste 4
-------------------	-------------	---------

Et est également présent :

M. Eric Emond,	directeur général et greffier-trésorier de la municipalité de Sainte-Rose-du-Nord.
----------------	--

Note : Une copie du présent ordre du jour et une copie du projet de procès-verbal de la séance ordinaire du 13 avril dernier ont été remises 72 heures avant la journée de cette séance.

Les conseillers formant quorum sous la présidence du maire, M. Claude Riverin, l'assemblée est déclarée ouverte.

1. MOT DE BIENVENUE

M. le maire, Claude Riverin, salue les personnes présentes dans la salle et adresse quelques mots à l'assemblée.

088-2026

2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

CONSIDÉRANT QUE M. le maire, Claude Riverin, a fait la lecture de l'ordre du jour ;

CONSIDÉRANT QUE le point 7.6 *Société de développement, demande à la MRC du Fjord, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, bureau*

d'information touristique 2006, appui a été retiré de l'ordre du jour :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller, appuyé par M. Étienne Voyer, conseiller et résolu unanimement d'adopter l'ordre du jour suivant :

- 1. MOT DE BIENVENUE**
- 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR - résolution**
- 3. PROCÈS-VERBAUX**
 - 3.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 avril 2026 – résolution
- 4. CORRESPONDANCE**
- 5. RAPPORT DES RESPONSABLES DES COMITÉS ET DOSSIERS MAJEURS**
 - 5.1 Rapport des responsables des comités et dossiers majeurs
 - 5.2 Projet eaux usées
 - 5.3 Projet résidentiel, lac Neil
- 6. PRÉSENTATION DES COMPTES, ADMINISTRATION ET FINANCES**
 - 6.1 Dépôt de la liste des revenus reçus en avril 2026
 - 6.2 Adoption, liste des dépenses et des comptes à payer pour le mois d'avril 2026 – résolution
 - 6.3 **Autorisations de paiement**
 - MRC du Fjord-du-Saguenay, gestion des matières résiduelles, 13 515\$
 - Filgo Énergie, achat diesel, 7 408.84\$
 - Centre de camion ProCam, réparation déneigeuse. 6 169.56\$
- 7. AFFAIRES GÉNÉRALES**
 - 7.1 Projet Restauration des rives du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, section fjord, phase 2, demande d'appui – Résolution
 - 7.2 Calendrier de conservation, documents municipaux – Résolution
 - 7.3 Sasquatch 2027, appui au comité organisateur - Résolution
 - 7.4 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, Fjord vivant 2026, appui – résolution
 - 7.5 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, carte touristique 2026, appui – résolution

- 7.6 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, bureau d'information touristique 2026, appui – résolution
- 7.7 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, soutien financier, Symposium de sculptures sur bois à la tronçonneuse, édition 2026, appui – résolution
- 7.8 Défi pissenlits – Résolution
- 7.9 Offre de services, Aquatereau, étude problématique approvisionnement eau potable - résolution
- 7.10 Groupe de travail, réflexion sur la mise en place d'un service de garde à l'école primaire, nomination des représentants de la municipalité -résolution
- 7.11 Demande appui, démarche auprès du gouvernement du Canada, l'Art salé pour le Sasquatch 2027 - résolution

8. ADOPTION DES RÈGLEMENTS

- 8.1 Adoption, Règlement 374-2026, gestion des animaux

9. AVIS DE MOTION

- 9.1 Avis de motion, Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial

10. PROJETS DE RÈGLEMENTS

- 10.1 Dépôt, Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial

11. URBANISME

- 11.1 Procès-verbal de la séance du Comité consultatif d'urbanisme et de protection du patrimoine du 15 avril 2026 - dépôt

12. DIVERS

- 12.1 Autorisation de signature, PG Finances, amendement portail de données immobilières – résolution
- 12.2 Plaidoyer de non-culpabilité au dossier 150-17-004466-212 et mandat juridique
- 12.3 Dérogation, règlement sur le bruit, Action Projex - Résolution

13. PÉRIODE DE QUESTIONS

14. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

- 14.1 Levée de la séance

3. PROCÈS-VERBAUX

089-2026

3.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 avril 2026

IL EST PROPOSÉ PAR M. Étienne Voyer, conseiller, appuyé par M. Gilles Tremblay, conseiller et résolu unanimement d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 avril 2026.

4. CORRESPONDANCE

Aucune correspondance n'est déposée.

5. RAPPORT DES RESPONSABLES DES COMITÉS ET DOSSIERS MAJEURS

5.1 Rapport des responsables des comités et dossiers majeurs

Mme Suzan Lecours, conseillère, invite les citoyens à l'assemblée générale annuelle du Club de l'amitié, qui se tiendra le 8 mai prochain à 17h. Un souper au coût de 5\$ par personne suivra.

M. Éric Larouche, conseiller, aborde l'affaissement d'une portion du chemin de Tableau. Il rappelle l'impact du passage de véhicules lourds sur les chemins de villégiature et le fait qu'il reste encore trois semaines de dégel à prévoir.

5.2 Projet eaux usées

M. Éric Emond, directeur général, dresse le bilan des travaux effectués.

5.3 Projet résidentiel, lac Neil

M. Éric Émond, directeur général, informe que le Comité consultatif d'urbanisme et de protection du patrimoine, de même que le conseil municipal ont procédé à une analyse du Plan d'aménagement d'ensemble déposé par le promoteur du projet Domaine du Fjord. Ce document n'a pas été jugé recevable par les deux comités. Le promoteur a été informé des modifications à apporter.

6. PRÉSENTATION DES COMPTES, ADMINISTRATION ET FINANCES

6.1 Dépôt de la liste des revenus reçus en avril 2026

M. Eric Emond, directeur général et greffier-trésorier, dépose la liste des revenus reçus en avril 2026.

6.2 Adoption, liste des dépenses et des comptes à payer pour le mois d'avril 2026

IL EST PROPOSÉ PAR M. Gilles Tremblay, conseiller, appuyé par Mme Suzan Lecours, conseillère, et résolu unanimement d'adopter la liste des dépenses et des comptes à payer d'avril 2026.

091-2026

6.3 Autorisations de paiement, mois d'avril 2026

IL EST PROPOSÉ PAR M. Éric Larouche, conseiller, appuyé par Alexis Trudeau Gratton, conseiller, et résolu unanimement que les comptes suivants soient approuvés et que le paiement en soit autorisé :

MRC du Fjord-du-Saguenay, gestion des matières résiduelles	13,515.00\$
Filgo Énergie, achat diesel	7,408.84\$
Centre de camion ProCam, réparation déneigée	6,169.56\$

7. AFFAIRES GÉNÉRALES

092-2026

7.1 Projet Restauration des rives du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent, section fjord, phase 2, demande d'appui

CONSIDÉRANT le dernier rapport de caractérisation des rives du fjord réalisé par l'Organisme de bassin versant (OBV) du Saguenay et les résultats de faible et très faible qualité sur plusieurs kilomètres de bandes riveraines ;

CONSIDÉRANT les nombreuses fonctions et la diversité des services écosystémiques rendus par les rives ;

CONSIDÉRANT la demande d'appui à la phase 2 du projet Restauration des rives du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent – section fjord, déposé par EURÊKO ;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'EURÊKO cadre avec le Plan stratégique 2023-2028 de la municipalité :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR Mme Suzan Lecours, conseillère, appuyé par M. Étienne Voyer, conseiller, et résolu unanimement d'appuyer le projet de Restauration des rives du Parc marin Saguenay-Saint-Laurent – section fjord – Phase 2 – d'EURÊKO ! ;

ET d'autoriser le directeur général à signer la lettre confirmant la contribution pour une valeur de 2,500\$ en biens et services au projet.

093-2026

7.2 Calendrier de conservation, documents municipaux

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord doit établir et tenir à jour un calendrier de conservation, conformément aux dispositions de l'article 8 et 9 de la *Loi sur les Archives* (L.R.Q., c.-A. 21.1), calendrier qui détermine les périodes d'utilisation (actifs et semi-actifs) de ses documents et qui indique quels documents inactifs sont conservés de manière permanente ou éliminés ;

CONSIDÉRANT QUE le calendrier de conservation officiel de la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord date de 1987 et qu'une proposition de calendrier de conservation a été développée il y a quelques années par l'ex-maire M. Laurent Thibeault sans être officiellement approuvée ;

CONSIDÉRANT QUE Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) exige que les municipalités déposent une refonte de leur calendrier de conservation basée sur la version 2025 du *Recueil des règles de conservation du secteur municipal* ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord est un organisme public visé aux paragraphes 4 et 7 de l'annexe de la *Loi sur les Archives*, et qu'elle doit donc, conformément au règlement s'appliquant, soumettre à l'approbation de la BAnQ toute modification apportée à son calendrier de conservation ;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Étienne Voyer, conseiller, appuyé par M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller, et résolu unanimement que le nouveau calendrier de conservation, c'est-à-dire sa refonte de 2026, soit approuvé dans sa forme et teneur ;

ET QUE M. Éric Émond, directeur général et greffier-trésorier, soit mandaté de présenter le nouveau calendrier de conservation à Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour approbation.

094-2026

7.3 Sasquatch 2027, appui au comité organisateur

CONSIDÉRANT QUE L'Art salé organise depuis plus de dix ans le festival Sasquatch à Sainte-Rose-du-Nord ;

CONSIDÉRANT QUE Le Festival Sasquatch vient dynamiser la vie communautaire de la municipalité, en plus de

figurer parmi les principaux attraits touristiques pendant la saison hivernale ;

CONSIDÉRANT la qualité du travail de l'Art salé à titre d'organisateur de l'événement :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller, appuyé par M. Étienne Voyer, conseiller, et résolu à l'unanimité de confirmer l'appui du conseil à l'Art salé pour l'organisation de l'édition 2027 du Festival Sasquatch.

095-2026

7.4 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, Fjord vivant 2026, appui

IL EST PROPOSÉ PAR M. Gilles Tremblay, conseiller, appuyé par M. Étienne Voyer, conseiller, et résolu à l'unanimité, d'appuyer l'Art salé dans sa demande de soutien financier auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay pour l'organisation du Fjord vivant 2026 et de confirmer la contribution financière de 300\$ de la municipalité au projet.

096-2026

7.5 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, carte touristique 2026, appui

CONSIDÉRANT le projet présenté par la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord visant à réaliser la réimpression de la carte touristique de Sainte-Rose-du-Nord;

CONSIDÉRANT QUE des milliers d'exemplaires de cette carte sont distribués aux touristes chaque année et que cette carte peut aussi être consultée sur le site internet de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QUE cette carte permet de bien faire connaître les activités et les commerces locaux;

CONSIDÉRANT QUE le budget déposé par la Société de développement pour permettre la réalisation du projet prévoit un investissement de 400 \$ de la municipalité;

CONSIDÉRANT la possibilité d'obtenir le soutien financier de 3 350 \$ de la MRC du Fjord-du-Saguenay pour réaliser le projet :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR Mme Suzan Lecours, conseillère, appuyée par M. Gilles Tremblay, conseiller, et adopté à l'unanimité d'appuyer la démarche de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay pour obtenir un soutien financier de 3500\$ et de confirmer l'octroi d'une somme de 400 \$ comme contribution municipale.

7.6 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés, bureau d'information touristique 2026, appui

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

097-2026

7.7 Société de développement, demande à la MRC du Fjord-du-Saguenay, soutien financier, Symposium de sculptures sur bois à la tronçonneuse, édition 2026, appui

CONSIDÉRANT la volonté de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord d'appuyer le comité organisateur de la sixième édition du Symposium de sculptures à la tronçonneuse;

CONSIDÉRANT la volonté des organisateurs d'entreprendre des démarches auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay afin d'obtenir un soutien financier pour l'organisation de l'événement via la Politique de soutien aux projets structurants pour les communautés;

CONSIDÉRANT QUE cet appui financier permettra de bonifier le Symposium de sculptures sur bois à la tronçonneuse ;

CONSIDÉRANT QUE le développement de l'industrie touristique locale figure au cœur de la Planification stratégique 2023-2028 de Sainte-Rose-du-Nord;

CONSIDÉRANT QUE le budget déposé pour permettre de réaliser l'activité prévoit un investissement de 700\$ de la municipalité;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Eric Larouche, conseiller, appuyé par M. Gilles Tremblay, conseiller, et adopté à l'unanimité, d'appuyer la démarche du comité organisateur de l'événement et de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay pour obtenir un soutien financier permettant le financement de la sixième édition du Symposium de sculptures à la

tronçonneuse et de confirmer l'octroi d'une somme de 700\$ comme contribution municipale.

098-2026

CONSIDÉRANT la volonté de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord d'appuyer le comité organisateur de la sixième édition du Symposium de sculptures à la tronçonneuse;

CONSIDÉRANT la volonté du comité organisateur d'entreprendre des démarches auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay afin de proposer la présidence d'honneur de l'événement au préfet de la MRC;

CONSIDÉRANT QUE le développement de l'industrie touristique locale figure au cœur de la Planification stratégique 2023-2028 de Sainte-Rose-du-Nord;

CONSIDÉRANT la notoriété du Festival et le fait que celui-ci rayonne sur l'ensemble du territoire de la MRC du Fjord-du-Saguenay;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Eric Larouche, conseiller, appuyé par M. Gilles Tremblay, conseiller, et adopté à l'unanimité, d'appuyer la démarche auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay afin de solliciter le préfet de la MRC pour qu'il accepte la présidence d'honneur de l'événement.

099-2026

CONSIDÉRANT la volonté de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord d'appuyer le comité organisateur de la sixième édition du Symposium de sculptures à la tronçonneuse;

CONSIDÉRANT la volonté des organisateurs d'entreprendre des démarches auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay afin d'obtenir un soutien financier via sa politique de dons et commandites;

CONSIDÉRANT QUE cet appui financier permettra de bonifier le Symposium de sculptures sur bois à la tronçonneuse ;

CONSIDÉRANT QUE le développement de l'industrie touristique locale figure au cœur de la Planification stratégique 2023-2028 de Sainte-Rose-du-Nord;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Eric Larouche, conseiller, appuyé par M. Gilles Tremblay, conseiller, et adopté à l'unanimité, d'appuyer la démarche du comité organisateur de l'événement et de la Société de développement de Sainte-Rose-du-Nord auprès de la MRC du Fjord-du-Saguenay pour obtenir une commandite permettant le

financement de la sixième édition du Symposium de sculptures à la tronçonneuse.

100-2026

7.8 Défi pissenlits

CONSIDÉRANT QUE les pissenlits constituent l'une des premières sources de nectar et de pollen disponibles après l'hiver pour les pollinisateurs ;

CONSIDÉRANT QUE les pollinisateurs assurent, par la pollinisation des plantes, le tiers de notre alimentation ;

CONSIDÉRANT QUE retarder la première tonte des pelouses permet aux pissenlits de fleurir et d'ainsi nourrir les pollinisateurs ;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Éric Larouche, conseiller, appuyé par M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller, et résolu unanimement d'appuyer le Défi Pissenlits en 2026 ;

ET QUE la Municipalité s'engage à retarder la tonte du gazon de ses terrains, à ne pas utiliser de pesticides et à inviter ses citoyens à participer au défi.

101-2026

7.9 Offre de services, Aquatereau, étude problématique approvisionnement eau potable

CONSIDÉRANT les problématiques récurrentes d'altération de l'eau souterraine provenant du puits numéro 3 de la Municipalité ;

CONSIDÉRANT QUE les premières analyses effectuées tendent à démontrer que la présence du sel de déglacage sur la route 172 serait en cause de la problématique ;

CONSIDÉRANT QUE les démarches effectuées auprès du ministère des Transports et de la Mobilité durable afin de corriger la situation sont jusqu'à présent demeurées infructueuses ;

CONSIDÉRANT la volonté de faire réaliser par un expert un rapport d'expertise argumentaire afin de démontrer les causes de la problématique au MTMD ;

CONSIDÉRANT l'offre de services déposée par Aquatereau :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR M. Eric Larouche, conseiller, appuyé par Mme Suzan Lecours, de confier à Aquatereau le mandat de réaliser un rapport d'expertise argumentaire pour un montant sans les taxes de 12 680\$.

102-2026

7.10 Groupe de travail, réflexion sur la mise en place d'un service de garde à l'école primaire, nomination des représentants de la municipalité

CONSIDÉRANT QUE des citoyens ont interpellé la municipalité en lien avec l'absence d'un service de garde à l'école Sainte-Rose ;

CONSIDÉRANT QUE le Centre de service scolaire des Rives-du-Saguenay propose de mettre en place un comité de travail afin de réfléchir sur des solutions liées à cette problématique :

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ PAR Mme Suzan Lecours, conseillère, appuyée par M. Gilles Tremblay, conseiller, et résolu à l'unanimité de déléguer M. Alexis Trudeau Gratton, M. Gilles Tremblay et M. Claude Riverin à titre de représentant du conseil au sein de ce comité.

103-2026

7.11 Demande appui, démarche auprès du gouvernement du Canada, l'Art salé pour le Sasquatch 2027

IL EST PROPOSÉE PAR M. Gilles Tremblay, conseiller, appuyé par M. Étienne Voyer, conseiller, et résolu à l'unanimité d'autoriser le directeur général à confirmer l'appui de la municipalité au comité organisateur du Sasquatch lors de ses démarches auprès du gouvernement fédéral pour un soutien financier.

8. ADOPTION DES RÈGLEMENTS

104-2026

8.1 Adoption, Règlement 374-2026, gestion des animaux

ATTENDU QUE le conseil désire réglementer les animaux sur le territoire de la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord;

ATTENDU QU' il y a lieu d'abroger le règlement 201-2010 concernant les animaux sur le territoire de Sainte-Rose-du-Nord pour le remplacer par le présent règlement;

ATTENDU QU' avis de motion et projet du présent règlement a été donné en séance publique du conseil municipal le 1^{er} avril 2026 par M. Étienne Voyer.

POUR CES MOTIFS, il est proposé par M. Gilles Tremblay, conseiller, appuyé par M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller et résolu à l'unanimité que le Règlement 374-2026 ayant pour objet la gestion des animaux sur le territoire de Sainte-Rose-du-Nord soit et est adopté et qu'il soit et est par le présent règlement statué et décrété ce qui suit :

CHAPITRE 1

DISPOSITION INTERPRÉTATIVES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1

Le règlement 201-2010 de la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord est abrogé à toutes fins que de droit par le présent règlement.

Article 1.1

Le présent règlement est complémentaire au Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (R.L.R.Q c. P -38.002, r.1).

ARTICLE 2

Les propriétaires ou **gardiens** de chiens suivants ne sont pas visés par le présent règlement :

1. Un chien-guide ou d'assistance, tel que défini à l'article 4 du présent règlement.
2. Un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police.
3. Un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la sécurité privée* (Chap. S-3.5).
4. Un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.

ARTICLE 3

Les annexes « A », « B » et « C » du présent règlement en font partie intégrante comme si ici au long récité.

ARTICLE 4

Chaque fois qu'ils sont employés dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :

« **Activités canines** » : Expositions, concours canins ou compétitions canines et autres du même genre.

« **Activité publique municipale** » : Activité tenue sur des terrains propriété de la **Municipalité** et qui a été décrétée par résolution du conseil comme étant une **activité publique municipale**, et ce, peu importe qui est l'entité organisatrice de l'activité.

« **Aire d'exercice canin** » : Espace public municipal clôturé et réservé par la **Municipalité** pour servir d'espace, parc ou lieu pour l'exercice des chiens. Une telle **aire d'exercice canin** peut être connue comme étant un « **parc à chiens** ». Cette **aire d'exercice canin**, malgré qu'elle soit un espace public municipal, n'est pas un **endroit public** ou un **terrain de jeux**, tels que définis au présent règlement.

« **Animal d'élevage** » : Animal qui habituellement vit sur une ferme où l'usage agricole est conforme aux lois et règlements applicables, comprenant notamment le type d'animal indiqué à l'annexe « B » du présent règlement, sans s'y limiter expressément.

« **Animal domestique** » : Animal qui vit ou peut vivre habituellement dans une **maison d'habitation** ou **logement résidentiel**, comprenant notamment le type d'animal indiqué à l'annexe « C » du présent règlement, sans s'y limiter expressément.

« **Animal sauvage** » : Animal qui habituellement vit dans l'eau, les marécages, les bois, dans les déserts ou les forêts, comprenant notamment le type d'animal indiqué à l'annexe « A » du présent règlement, sans s'y limiter expressément.

« **Chien d'assistance** » : Un chien détenant un certificat valide attestant qu'il a été entraîné par un organisme professionnel de chiens d'assistance reconnu pour aider toute personne afin de pallier un handicap autre que visuel ou atteinte de troubles du spectre de l'autisme.

« **Chien guide** » : Un chien entraîné pour aider toute **personne** atteinte d'un handicap visuel et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de chiens d'assistance.

« **Chien potentiellement dangereux** » : Un chien déclaré, par résolution du conseil, comme potentiellement dangereux, en application des prescriptions prévues au règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (Décret 1162-2019) et ses amendements.

« **Dépendance** » : Un bâtiment accessoire à une **maison d'habitation** ou un **logement résidentiel** implanté sur le même terrain.

« **Endroit public** » : Lieu, terrain, bâtiment et espace propriété de la **Municipalité**, incluant les parcs et **terrains de jeux**, ou autre terrain occupé par celle-ci à titre de locataire et affecté à l'usage du public en général par résolution ou règlement de la **Municipalité**, ainsi que toute voie de circulation publique, incluant les passages pour piétons, trottoirs, routes, chemins, rues et pistes cyclables implantés sur une propriété publique ou sur laquelle la **Municipalité** bénéficie d'une servitude de passage et est décrétée à l'usage du public par résolution du conseil.

« **Gardien** » : Le propriétaire d'un animal ou une **personne** qui garde ou donne refuge à un animal ou le nourrit ou l'accompagne ou qui agit comme si elle en était le maître ou une **personne** qui a enregistré à la **Municipalité** l'animal à son nom à titre de propriétaire ou l'a fait micropucer à son nom.

« **Inspecteur animalier** » : Les **personnes** physiques que le conseil de la **Municipalité** a, par résolution, chargées d'appliquer la totalité ou une partie du présent règlement. Dans le cas où la **Municipalité** a conclu une entente avec une **personne** morale pour l'application du présent règlement, l'**inspecteur-animalier** est la **personne** désignée par la **personne** morale pour appliquer la totalité ou une partie du présent règlement.

« **Lieu d'élevage** » : Endroit autorisé au Règlement de zonage de la **Municipalité**, dont les installations sont conformes au présent règlement et où sont logés, dans un but d'élevage ou de loisirs, des chiens ou chats.

« **Logement résidentiel** » : Bâtiment ou partie de bâtiment occupé à des fins d'habitation par une ou des personnes et/ou leur famille autres que le propriétaire de celui-ci. Chaque **logement résidentiel** doit, au minimum, être équipé d'une cuisinière, d'un réfrigérateur, de l'eau courante, d'un évier, d'une toilette et d'un lit.

« **Maison d'habitation** » : Bâtiment ou partie de bâtiment occupé à des fins d'habitation par son propriétaire et sa famille.

« **Personne** » : Désigne autant les **personnes** physiques que les **personnes** morales.

« **Service animalier** » : Fourrière, refuge ou lieu tenu par des **personnes** ou organismes voués à la protection des animaux, détenant un permis délivré conformément aux dispositions prévues à l'article 19 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (R.L.R.Q. chap. B-3.1), ainsi que tout établissement vétérinaire, commerce de pension pour animaux, commerce de toilettage ainsi que les organismes à but non lucratif formés suivant la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (R.L.R.Q. chap. C-38) ayant pour objet de sensibiliser les propriétaires d'animaux domestiques à leur stérilisation, de promouvoir ladite stérilisation et de stériliser les chiens et chats abandonnés ou errants aux fins de réinsertion de ceux-ci dans un milieu adéquat.

« **Terrain de jeux** » : Terrain propriété de la **Municipalité** ou d'un organisme municipal visé à l'article 307 de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q. chap. E-2.2) ou d'une institution scolaire constituant une aire de jeux ou un parc principalement aménagé pour les loisirs et la détente, autres que les **aires d'exercices canins** et les terrains propriété de la **Municipalité** et dédiés à un sport particulier tel que, et non limitativement, hockey, baseball, soccer, pétanque, tennis et volleyball.

« **Municipalité** » : Indique la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord.

ARTICLE 5

Au présent règlement, selon que le contexte le requerra, tous mots singuliers comprennent les mots au pluriel et vice versa. Également, tous mots écrits au genre masculin comprennent les mots du genre féminin et vice versa.

ARTICLE 6

La **Municipalité** peut confier à tout fonctionnaire ou employé municipal l'application de la totalité ou d'une partie du présent règlement.

La **Municipalité** peut conclure avec tout **service animalier** l'application en tout ou en partie du présent règlement.

Les personnes chargées de l'application du présent règlement portent le titre **d'inspecteur animalier**.

Tout **inspecteur animalier** responsable de l'application de la totalité ou d'une partie du présent règlement doit, lors des interventions à ce titre être en mesure de s'identifier comme représentant de la Municipalité.

Il est autorisé à signer tout constat d'infraction dont l'émission est autorisée par résolution du conseil de la **Municipalité**.

ARTICLE 7

L'**inspecteur animalier** qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction au présent règlement a été commise est autorisé à pénétrer dans tout immeuble entre 7 h et 19 h pour y faire une inspection raisonnable et pertinente. Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble doit obtempérer aux exigences de l'**inspecteur animalier**. Dans le cas où l'immeuble est une **maison d'habitation** ou un **logement résidentiel**, l'**inspecteur animalier** qui se voit refuser la visite par le propriétaire ou l'occupant des lieux doit préalablement donner un avis écrit au propriétaire ou occupant de la **maison d'habitation** ou du **logement résidentiel** au moins 48 heures avant la visite qu'il fera des lieux. L'avis doit mentionner le nom de l'**inspecteur animalier** qui effectuera la visite, la date et l'heure où sera effectuée l'inspection.

L'**inspecteur animalier** ne peut, en aucun temps, pénétrer dans une **maison d'habitation** ou dans un **logement résidentiel** sans l'autorisation préalable de l'occupant des lieux ou en conformité avec un mandat de perquisition délivré par un juge sur la foi d'une déclaration sous serment faite par l'**inspecteur animalier** énonçant qu'il a des motifs raisonnables de croire à une infraction au présent règlement. Le juge autorisera le mandat de perquisition aux conditions

qu'il indique. Ce mandat peut être obtenu conformément à la procédure prévue au *Code de procédure pénale* (R.L.R.Q. chap. C-25.1), en faisant les adaptations nécessaires.

Tout juge de la Cour du Québec ou d'une cour municipale ou tout juge de paix magistrat est compétent pour délivrer le mandat de perquisition.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUS LES ANIMAUX

ARTICLE 8

La garde sur le territoire de la **Municipalité** de tout **animal sauvage** dont il est fait état à l'annexe « A » du présent règlement constitue une nuisance et est prohibée.

ARTICLE 9

Sous réserve des dispositions et exceptions prévues au présent règlement, les **animaux d'élevage** désignés à l'annexe « B » du présent règlement ne peuvent être gardés sur le territoire de la **Municipalité** qu'aux endroits où tel usage est permis par le présent règlement et la réglementation en matière de zonage en vigueur sur son territoire.

ARTICLE 10

Sous réserve des dispositions particulières et exceptions prévues au présent règlement, les **animaux domestiques** désignés à l'annexe « C » peuvent être gardés sur l'ensemble du territoire de la **Municipalité**, aux conditions particulières prescrites à l'article 12.

ARTICLE 11

Sur l'ensemble du territoire de la Municipalité, tout propriétaire ou **gardien** d'un chien doit en avoir le contrôle. Dans tout **endroit public** ou sur une propriété privée sans le consentement du propriétaire du terrain un chien doit être tenu en laisse.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES

ARTICLE 12

Sur l'ensemble du territoire de la **Municipalité**, il est interdit de :

- a) Garder dans chaque **maison d'habitation** et ses **dépendances** plus de trois chiens et quatre chats.
- b) Garder dans chaque **logement résidentiel** et ses **dépendances** plus de deux chiens ou chats.
- c) Garder dans chaque **maison d'habitation** ou **logement résidentiel** plus d'un cochon nain et/ou un furet.

Commet une infraction tout locataire d'un **logement résidentiel** qui garde à l'intérieur de son logement et des **dépendances** de celui-ci plus du nombre d'animaux prescrit au présent article.

Commet une infraction tout propriétaire d'un immeuble comportant un ou des logements locatifs où est gardé dans celui-ci ainsi que dans ses **dépendances** plus d'animaux que le nombre prescrit au présent article et qui n'a pas prévu dans le bail l'obligation pour son locataire d'être propriétaire ou **gardien** d'un nombre d'animaux supérieur que celui prescrit au présent règlement.

ARTICLE 13

Les dispositions prévues à l'article 12 ne s'appliquent pas dans le cas de chiens et chats gardés dans tout **service animalier** et commerce de vente d'animaux implanté en conformité avec la réglementation de la **Municipalité**.

ARTICLE 14

La Municipalité recommande que tout chien ou chat vivant à l'intérieur des limites de la **Municipalité** soit micropucé.

ARTICLE 15

NUL

ARTICLE 16

NUL

ARTICLE 17

NUL

ARTICLE 18

Le propriétaire ou **gardien** d'un chien doit l'enregistrer auprès de la **Municipalité** dans un délai de trente (30) jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale dans la **Municipalité** ou du jour où le chien a atteint l'âge de trois (3) mois

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien :

1. S'applique à compter du jour où le chien a atteint l'âge de six (6) mois lorsqu'un éleveur de chiens est propriétaire ou **gardien** du chien.
2. Ne s'applique pas aux chiens gardés dans le cadre des opérations d'un **service animalier**.

ARTICLE 19

Lorsque le propriétaire ou **gardien** du chien est une personne mineure, l'enregistrement du chien doit être effectué au nom du titulaire de l'autorité parentale de la personne mineure. Le titulaire de l'autorité parentale est responsable de toute infraction commise au présent règlement par le chien tant que le propriétaire ou **gardien** du chien est mineur.

ARTICLE 20

Le propriétaire ou **gardien** du chien ou, dans le cas où ladite **personne** est mineure, le titulaire de l'autorité parentale doit fournir pour l'enregistrement du chien à la **Municipalité** les renseignements et documents suivants :

1. Le nom et les coordonnées du propriétaire du chien. S'il est mineur, le nom du titulaire de l'autorité parentale de la **personne** mineure, ses coordonnées, ainsi que la date de naissance de la **personne** mineure.
2. La race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 25 kilogrammes et plus.
3. S'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré, ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.

ARTICLE 21

L'enregistrement d'un chien à la **Municipalité** subsiste tant que le chien et son propriétaire, possesseur ou **gardien** demeurent les mêmes.

Le propriétaire, possesseur ou **gardien** d'un chien doit informer la **Municipalité** de toute modification aux renseignements fournis en application de l'article 20 du présent règlement.

ARTICLE 22

La **Municipalité** remet au propriétaire ou **gardien** du chien enregistré une médaille comportant l'indication du nom de la **Municipalité** et de son numéro d'enregistrement.

Un chien doit toujours porter à son cou la médaille remise par la **Municipalité** afin de pouvoir être identifié en tout temps.

L'enregistrement du chien et la remise de la médaille lors de son enregistrement sont effectués selon la tarification établie par la Municipalité par résolution du conseil.

En cas de perte de la médaille, tout propriétaire ou **gardien** d'un chien peut obtenir de la **Municipalité**, sans frais, une nouvelle médaille en remplacement de celle perdue.

ARTICLE 23

Pouvoir de saisie d'un animal

Outre les cas prévus à l'article 29 du Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (R.L.R.Q. c. P -38.002, r.1), lorsqu'un chien tente de mordre ou mord une personne ou un autre animal, et ce, sans provocation, causant ou non des blessures et/ou démontre des signes d'agressivité, en grondant, montrant les crocs, en aboyant férocement ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne, tout policier en fonction ou l'autorité compétente peut capturer ou saisir ce chien aux frais du propriétaire ou son gardien, et ce, jusqu'au moment où survient l'une ou l'autre des situations visées au deuxième alinéa de l'article 31 du Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (R.L.R.Q. c. P -38.002, r.1). La reprise de possession de tout chien saisi ne peut s'effectuer que lorsque tous les frais encourus sont entièrement payés par le gardien ou le propriétaire. Tout policier en fonction ou l'autorité compétente peut prendre tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des animaux lors de la saisie ou de la mise en fourrière d'un animal.

Article 23.1

Le propriétaire ou **gardien** d'un chien potentiellement dangereux (Décret 1162-2019) doit en tout temps avoir le contrôle de celui-ci conformément aux dispositions suivantes :

Les conditions de garde temporaires

Lorsque le propriétaire ou le gardien d'un chien est avisé par écrit qu'il doit se présenter à un examen comportemental et jusqu'à ce que la décision finale de la Municipalité à cet égard soit prise, le propriétaire ou le gardien du chien doit respecter les conditions de garde temporaires suivantes :

1. L'animal doit obligatoirement être gardé, selon le cas :
 - i) Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir, ou;
 - ii) Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante et près du sol, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve, ou;
 - iii) Tenu au moyen d'une longe. Cette longe et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille de l'animal, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal, ou;
 - iv) Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisante pour empêcher l'animal de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre à

l'animal de s'approcher à moins de deux mètres d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve.

2. L'animal doit porter une muselière de type « panier » adaptée à sa morphologie en tout temps lorsque celui-ci se trouve à l'extérieur de l'habitation de son gardien et/ou propriétaire, que ce soit sur son terrain, dans des lieux publics ou à l'intérieur d'une habitation qui n'est pas celle de son gardien, et ce, même en présence de son gardien.

3. Le chien muselé doit être sous surveillance d'un adulte en tout temps.

4. Il est interdit de fréquenter un parc canin avec l'animal jusqu'à la décision finale.

5. L'animal ne peut en aucun cas être confié à une autre personne que son gardien légal jusqu'à la décision finale de la **Municipalité**. Seule l'autorité compétente peut prendre en charge l'animal pendant le processus d'évaluation.

6. Les frais de l'évaluation doivent être acquittés en totalité 48 heures avant l'évaluation. Le fait de ne pas payer constitue un refus d'évaluation comportementale qui entraîne la saisie de l'animal.

7. En plus des pouvoirs d'ordonnance prévus à l'article 11 du règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (Décret 1166-2019) et ses amendements, le conseil peut, par résolution, émettre une ordonnance contre le propriétaire ou gardien d'un **chien potentiellement dangereux** l'obligeant à garder celui-ci dans le respect des prescriptions prévues aux paragraphes 1 à 5 du présent article. »

S'il y a lieu, l'autorité compétente peut émettre des conditions de garde temporaires supplémentaires que le propriétaire ou le gardien du chien doit également respecter jusqu'à la décision finale de la **Municipalité**.

Article 23.2

Bris des prescriptions de garde temporaires

Le fait de ne pas respecter les prescriptions de garde temporaires prévues à l'article 23.1 constitue une infraction. Dans un tel cas, en plus d'intenter toute procédure judiciaire applicable, l'autorité compétente peut saisir le chien aux frais du propriétaire conformément à la procédure prévue à l'article 23 du présent règlement.

Article 23.3

Ordonnance par la Municipalité

Outre les infractions pénales prévues, le non-respect d'une ordonnance imposée au propriétaire ou gardien d'un chien déclaré potentiellement dangereux en vertu du Règlement d'application de *la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (R.L.R.Q c. P - 38.002, r.1), entraînera automatiquement la saisie du chien par l'autorité compétente. Suite à cette saisie, le fonctionnaire désigné prendra une décision à l'égard du chien. Cette décision pourrait inclure l'euthanasie afin de protéger les citoyens contre tout risque d'agression.

Article 23.4

Le conseil peut, par résolution, émettre une ordonnance contre le propriétaire ou gardien d'un chien l'obligeant à garder son ou ses chiens dans le respect des prescriptions prévues aux paragraphes 1 à 5 de l'article 23.1 du présent règlement lorsque ce propriétaire ou gardien aura été reconnu coupable d'une infraction prévue à l'article 11 du présent règlement. »

ARTICLE 24

Sous réserve des restrictions particulières prévues au présent règlement, le propriétaire ou **gardien** d'un chien doit le tenir en laisse d'une longueur maximum de 1.85 mètre, poignée et attache incluse, lorsqu'il se trouve dans un **endroit public**, incluant les **terrains de jeux**, faute de quoi le propriétaire ou **gardien** du chien est présumé ne pas garder cet animal sous son contrôle.

ARTICLE 25

Le propriétaire ou **gardien** d'un **chien potentiellement dangereux** doit en tout temps munir son chien d'une muselière panier et le tenir en laisse non extensible ou télescopique et rétractable d'une longueur maximale de 1,25 m lorsqu'il est dans un **endroit public**, les **aires d'exercice canin** et les **terrains de jeux**, faute de quoi, le propriétaire ou **gardien** du chien est présumé ne pas garder cet animal sous son contrôle. »

ARTICLE 26

Nonobstant les dispositions prévues aux articles 24 et 25 du présent règlement, aucun chien n'est permis à l'intérieur de l'aire où se déroule une **activité publique municipale** reconnue comme telle par résolution du conseil. Dans ce cas, des affiches interdisant la présence de chiens doivent être placées à divers endroits où l'**activité publique municipale** est prévue.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux **aires d'exercices canins** dans le cadre d'**activités canines**. Dans ce dernier cas, l'exception n'est qu'au bénéfice des chiens inscrits et participant aux **activités canines**.

ARTICLE 27

Tout aboiement ou hurlement de chiens susceptibles de troubler la paix, l'ordre et le repos constitue une nuisance et est prohibé.

ARTICLE 28

Le **gardien** d'un chien doit en tout temps ramasser les excréments du chien qui l'accompagne laissés dans tout **endroit public** ou sur une propriété privée autre que celle du propriétaire ou **gardien** du chien.

ARTICLE 29

Il est interdit à toute **personne** de nourrir un chat à l'extérieur, à l'exception du chat dont elle est la propriétaire.

CHAPITRE 4

CHIENS EN LIBERTÉ

ARTICLE 30

Lorsqu'un chien ou chat est capturé alors qu'il est en liberté et qu'il est confié à la **Municipalité** ou à la **personne** chargée de l'application du présent règlement, les dispositions suivantes sont applicables :

1. Si le chien ou chat est micropucé et/ou enregistré à la **Municipalité** dans le cas d'un chien, un avis écrit ou verbal est donné au propriétaire à l'adresse inscrite au registre de micropuces ou au registre de la **Municipalité**. Le propriétaire peut alors récupérer son animal à l'endroit indiqué dans l'avis écrit ou verbal qui lui est donné, sans frais, dans les 24 heures à compter de la livraison à l'adresse connue de la **Municipalité** du propriétaire ou **gardien** de l'animal. Pour toute journée ou partie de journée supplémentaire, le propriétaire devra assumer des frais de garde et pension par jour ou partie de jour supplémentaire tel que prescrit dans le contrat avec le service animalier. Les frais doivent être payés avant la remise de l'animal au propriétaire ou **gardien**.

Si l'animal n'a pas été récupéré par son propriétaire ou si celui-ci est introuvable, la **Municipalité** ou son représentant pourra le vendre à un tiers ou en disposer conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables si un délai de cinq (5) jours complets s'est écoulé à compter du moment où l'avis écrit ci-haut a été livré.

2. Si l'animal est micropucé mais n'est pas enregistré à la **Municipalité** conformément aux dispositions prévues à l'article 18 du présent règlement, les dispositions prévues au paragraphe 1 ci-haut s'appliquent sous réserve que le propriétaire ou **gardien** de l'animal devra, avant de récupérer son animal, en plus de payer les frais de garde prescrits, enregistrer son chien à la **Municipalité**.
3. Si le chien est non micropucé et/ou non enregistré à la **Municipalité**, cette dernière ou la **personne** chargée de l'application du présent règlement n'a aucune obligation de rechercher le propriétaire ou **gardien** du chien.

L'animal retrouvé en liberté et attrapé est gardé pendant minimum trois (3) jours. Le propriétaire ou **gardien** de l'animal qui désire le récupérer devra préalablement acquitter une somme par jour ou partie de journée où le chien est gardé tel que prescrit dans le contrat avec le service animalier.

Le propriétaire ou **gardien** devra, avant de le récupérer, enregistrer son chien à la **Municipalité**.

Si l'animal n'est pas récupéré après l'écoulement d'une période minimale de garde de trois (3) jours, la **Municipalité** ou le responsable de l'application du présent règlement pourra le vendre ou en disposer selon les dispositions législatives et réglementaires applicables.

Aux fins du paragraphe précédent, si le troisième jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, la fin du délai est prorogée au jour ouvrable suivant.

CHAPITRE 5

LIEU D'ÉLEVAGE

ARTICLE 31

Constitue un **lieu d'élevage** toute propriété où sont gardés plus de chiens ou chats que le nombre maximal prescrit à l'article 12 du présent règlement.

ARTICLE 32

Aucune personne ne peut exploiter un **lieu d'élevage** pour chiens ou chats sans avoir obtenu au préalable un permis de la **Municipalité** l'autorisant à aménager un **lieu d'élevage**.

Lorsque le **lieu d'élevage** est aménagé et respecte les prescriptions prévues au présent chapitre, un certificat d'autorisation est émis par la **Municipalité** au bénéfice de l'exploitant du **lieu d'élevage**.

Le certificat d'autorisation couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Le certificat d'autorisation est indivisible, non transférable et non remboursable.

À chaque année, l'exploitant d'un **lieu d'élevage** doit, pour renouveler son certificat d'autorisation, se conformer à toutes les dispositions prévues au présent règlement.

Un certificat d'autorisation déjà émis peut être annulé ou non renouvelé à échéance si le propriétaire du **lieu d'élevage** décrit au certificat d'autorisation ne respecte pas toutes les dispositions impératives prévues au présent règlement.

ARTICLE 33

Les dispositions du présent règlement concernant l'enregistrement d'animaux à la **Municipalité** s'appliquent intégralement aux **lieux d'élevage** et aux animaux qui y sont élevés et gardés. Constitue une infraction le fait pour le propriétaire et/ou l'exploitant d'un **lieu d'élevage** de ne pas respecter l'une ou l'autre des dispositions applicables aux chiens et chats qui sont gardés dans un **lieu d'élevage**.

Toute personne qui requiert de la **Municipalité** un certificat d'autorisation pour exploiter un **lieu d'élevage** pour garder 15 chiens ou chats et plus doit préalablement remettre à la **Municipalité** une copie du permis obtenu en application de l'article 16 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal* (R.L.R.Q. chap. B-3.1), ainsi qu'une attestation de conformité émise par le Service d'urbanisme à l'effet que l'usage d'un **lieu d'élevage** de chiens ou chats est permis au Règlement de zonage de la **Municipalité**.

ARTICLE 34

Tout **lieu d'élevage** de chiens devra être implanté à moins de 50 mètres de la résidence principale du détenteur du certificat d'autorisation et à plus de 100 mètres de toute résidence, excluant celle du détenteur du certificat d'autorisation du **lieu d'élevage**.

Un **lieu d'élevage** implanté conformément aux dispositions prévues au présent article demeure implanté en conformité du présent règlement si le premier certificat d'autorisation pour le **lieu d'élevage** a été émis avant qu'un permis de construction pour une résidence voisine ne soit émis et que cela a pour conséquence de rendre le **lieu d'élevage** non conforme aux distances prescrites au présent règlement. Le présent paragraphe ne constitue pas une exemption du respect des dispositions prescrites par tout autre règlement applicable dont, notamment et non limitativement, les dispositions en matière de nuisances et de troubles de voisinage, telles que prescrites au *Code civil du Québec*.

ARTICLE 35

Le **lieu d'élevage** devra être clôturé en permanence à l'aide d'une clôture de plus d'un mètre de hauteur. Lorsque la clôture a plus d'un mètre et moins de deux mètres de hauteur, les chiens devront tous être attachés à l'intérieur de l'enclos de sorte qu'ils ne puissent par aucun moyen quitter le **lieu d'élevage**.

Lorsque la clôture a une hauteur de plus de deux mètres et qu'elle possède à sa base un aménagement qui empêche en tout temps les chiens d'en sortir, ceux-ci n'ont pas l'obligation d'être attachés.

Les mailles ou fentes de la clôture doivent être de moins de six centimètres.

ARTICLE 36

Les matériaux pour la clôture constituant l'enclos du **lieu d'élevage** doivent être de fabrication industrielle et traités contre la corrosion, la pourriture, les termites et les intempéries.

Le propriétaire devra maintenir son **lieu d'élevage** et la clôture en bon état de conservation, de propreté et de salubrité.

ARTICLE 37

Aucun objet ne pourra être implanté dans le **lieu d'élevage** de manière à permettre aux chiens d'y grimper pour ainsi sauter par-dessus la clôture.

ARTICLE 38

L'enclos déterminant le **lieu d'élevage** doit avoir la superficie minimale suivante :

- Nombre de chiens X 9 mètres carrés = la superficie minimale pour l'enclos qui délimite le **lieu d'élevage** où les chiens sont attachés.
- Nombre de chiens X 5 mètres carrés = la superficie minimale pour un enclos délimitant le **lieu d'élevage** où les chiens sont en liberté.

ARTICLE 39

L'ensemble des dispositions prévues au présent chapitre ne s'appliquent pas aux **services animaliers**.

ARTICLE 40

Toute **personne** désirant exploiter un **lieu d'élevage** dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer aux dispositions prévues au présent chapitre.

CHAPITRE 6

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 41

Lorsque le propriétaire ou **gardien** d'un chien visé par le présent règlement est une **personne** mineure, le respect de toutes prescriptions prévues au présent règlement est imputable au titulaire de l'autorité parentale qui est, à cette fin, considéré comme le **gardien** de l'animal.

ARTICLE 42

Commet une infraction toute **personne** qui, contrairement à l'une des dispositions prévues à l'article 7 du présent règlement, refuse l'accès à son immeuble autre qu'une **maison d'habitation** ou **logement résidentiel**, pour y effectuer les inspections prescrites par cet article, se rendant ainsi passible d'une amende de 1 000 \$ pour une première infraction et de 2 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 43

Commet une infraction toute **personne** qui garde un animal en contravention des articles 8, 9 et 10 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 44

Article 44.1

Commet une infraction toute **personne** qui, à titre de propriétaire ou **gardien** d'un animal n'en a pas le contrôle en le laissant errer dans un **endroit public** ou sur une propriété privée autre que celle qu'il occupe, en contravention des dispositions prévues à l'article 11 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

Article 44.2

Commet une infraction toute **personne**, à titre de propriétaire ou **gardien** d'un chien, qui ne le maintient pas en laisse alors qu'il est dans un **endroit public** ou sur une propriété privée sans le consentement du propriétaire, en contravention des dispositions prévues à l'article 11 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive. »

ARTICLE 45

Commet une infraction à l'article 12 du présent règlement toute **personne** qui garde dans sa **maison d'habitation** ou son **logement résidentiel** et ses **dépendances** plus d'animaux que le nombre prescrit, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 46

NUL

ARTICLE 47

NUL.

ARTICLE 48

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui ne l'enregistre pas auprès de la **Municipalité**, tel que prescrit à l'article 18 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 100 \$ et de 200 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 49

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui n'informe pas la **Municipalité** de toutes modifications aux renseignements fournis lors de l'enregistrement du chien, tel que prescrit à l'article 21, se rendant ainsi passible d'une amende 100 \$ et de 200 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 50

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui ne garde pas au cou de son chien la médaille reçue de la **Municipalité**, tel que prescrit à l'article 22, se rendant ainsi passible d'une amende de 100 \$ et de 200 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 51

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien potentiellement dangereux qui ne le garde pas ou n'en a pas le contrôle suivant l'une ou l'autre des prescriptions prévues à l'article 23 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 1 000 \$ et de 2 000 \$ en cas de récidive.

Article 51.1

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui contrevient à l'ordonnance émise par le conseil municipal en application de l'article 23.1 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 52

Commet une infraction tout propriétaire ou gardien d'un chien potentiellement dangereux qui ne le musèle pas et ne le retient pas à l'aide d'une laisse conforme à l'article 25 lorsqu'il est dans un endroit public, aire d'exercice canin et terrain de jeux, se rendant ainsi passible d'une amende de 1 000 \$ et de 2 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 53

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui ne le retient pas à l'aide d'une laisse conforme à l'article 24 lorsqu'il est dans un **endroit**

public, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 54

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui, accompagné de celui-ci, contrevient aux prescriptions prévues à l'article 26, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 55

Commet une infraction tout propriétaire ou **gardien** d'un chien qui laisse aboyer ou hurler son chien de manière à troubler la paix, l'ordre et le repos des voisins, contrairement aux prescriptions prévues à l'article 27 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 56

Commet une infraction tout **gardien** d'un chien qui fait défaut de ramasser les excréments du chien qui l'accompagne dans tout **endroit public**, tel que prescrit à l'article 28 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 200 \$ et de 400 \$ en cas de récidive.

Article 56.1

Commet une infraction toute **personne** qui nourrit un chat à l'extérieur, tel que prescrit à l'article 29 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 100 \$ et de 200 \$ en cas de récidive ».

ARTICLE 57

Commet une infraction toute **personne** qui, en contravention de l'article 32 du présent règlement, exploite un **lieu d'élevage** sans avoir obtenu de la

Municipalité le permis ou le certificat d'autorisation prescrit, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 58

Commet une infraction toute **personne** qui exploite un **lieu d'élevage** qui n'est pas conforme aux normes prescrites aux articles 34 à 38 du présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas de récidive.

ARTICLE 59

Quiconque, à titre de propriétaire ou de **gardien** d'un animal, contrevient à l'une quelconque des dispositions prévues au présent règlement et pour laquelle une amende minimale n'est pas autrement prescrite par le présent règlement, se rendant ainsi passible d'une amende de 200 \$ pour une première infraction et de 400 \$ pour toute récidive.

ARTICLE 60

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

PASSÉ et **ADOPTÉ** à la séance régulière du conseil de la **Municipalité** tenue le _____ 1 et signé par le maire et le directeur général et secrétaire-trésorier.

Claude Riverin

Eric Emond

Maire

Directeur général et
Greffier-trésorier

ANNEXE « A »

ANIMAUX SAUVAGES

Animaux de la famille des :

1. Félins, à l'exception des chats domestiques (*felis silvestris catus*).
2. Canidés (ex : loup, etc.), à l'exception des chiens domestiques (*canis lupus familiaris*).
3. Vipéridés (famille des reptiles).
4. Ursidés (ex : ours).
5. Boidés et colubridés (ex : pythons, boas, etc.).
6. Reptiles vénéneux (ex : serpents, lézards, tarentules et autres), à l'exception des tortues gardées en cage ou en vivarium à l'intérieur de résidences.
7. Rapaces diurnes et nocturnes et les oiseaux carnivores (ex : aigles, vautours, faucons, etc.).
8. Visons (mustelidés).

ANNEXE « B »

ANIMAUX D'ÉLEVAGE

Animaux de la famille des :

1. Suidés ou porcins (ex : porcs, sangliers, etc.).
2. Struthionidés (ex : autruches).
3. Avicoles, à l'exception d'oiseaux gardés en cage à l'intérieur de résidences.
4. Dromalidés (ex : émeus).
5. Équidés (ex : chevaux, ânes, etc.).
6. Cervidés (ex : cerfs, chevreuils, etc.).
7. Bovidés (ex : vaches, chèvres, moutons, etc.).
8. Camélidés (ex : alpagas, lamas, etc.).
9. Lagomorphes (ex : lapins, lièvres, etc.).
10. Rongeurs, à l'exception de ceux gardés en cage à l'intérieur de résidences.

ANNEXE « C »

ANIMAUX DOMESTIQUES

1. Chiens domestiques (canis lupus familiaris).
2. Chats domestiques (felis silvestris catus).
3. Rongeurs en cage à l'intérieur de résidences.
4. Cricetins (ex : hamsters) gardés en cage à l'intérieur de résidences.
5. Oiseaux en cage à l'intérieur de résidences.
6. Poissons dans un aquarium à l'intérieur de maisons ou dans un jardin d'eau artificiel à l'extérieur, à l'exception des poissons toxiques, vénéneux ou dangereux.
7. Insectes et reptiles gardés dans une cage, vivarium ou aquarium à l'intérieur de résidences, à l'exception des insectes et reptiles vénéneux ou toxiques pouvant causer des troubles médicaux.
8. Cochons nains.
9. Furets (mustelidés).
10. Lapins nains.

9. AVIS DE MOTION

9.1 Avis de motion, Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial

L'avis de motion est donné par Mme Suzan Lecours, conseillère, que sera déposé le Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial.

10. PROJETS DE RÈGLEMENTS

10.1 Dépôt, Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial

Il est déposé par M. Eric Emond, directeur général et greffier-trésorier le Règlement 373-2026 portant sur la construction, l'utilisation et l'entretien des branchements au réseau d'égout municipal ainsi qu'au réseau pluvial.

11. URBANISME

11.1 Procès-verbal de la séance du Comité consultatif d'urbanisme et de protection du patrimoine du 15 avril 2026 – dépôt

M. Eric Emond, directeur général et greffier-trésorier, dépose le procès-verbal de la séance du Comité consultatif d'urbanisme et de protection du patrimoine du 15 avril 2026.

12. DIVERS

105-2026

12.1 Autorisation de signature, PG Finances, amendement portail de données immobilières

IL EST PROPOSÉ PAR Mme Suzan Lecours, conseillère, appuyée par M. Gilles Tremblay, conseiller, d'autoriser le directeur général à signer l'amendement au contrat liant la municipalité à PG Solutions.

106-2026

12.2 Plaidoyer de non-culpabilité au dossier 150-17-004466-212 et mandat juridique

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Sainte-Rose-du-Nord (ci-après la « Municipalité ») doit se défendre contre une demande pour une ordonnance portant citation à comparaître signifiée dans le cadre du dossier 150-17-004466-212 mû devant la Cour supérieure du district de Chicoutimi;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a enregistré un plaidoyer de non-culpabilité ce 4 mai 2026, par le biais de ses procureurs mandatés;

CONSIDÉRANT QU' il est dans l'intérêt de la Municipalité de contester les prétentions alléguées et d'entreprendre tout recours judiciaires appropriés afin d'assurer sa défense pleine et entière;

CONSIDÉRANT la spécificité des procédures entreprises qui s'inscrivent néanmoins dans la continuité de celles déjà accomplies au dossier 150-17-004466-212;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par M. Alexis Trudeau Gratton appuyé par M. Eric Larouche et résolu à l'unanimité des conseillers :

1. De mandater le cabinet Cain Lamarre S.E.N.C.R.L. / Avocats (Me Laurence Gaudreault) pour la représenter, la conseiller et agir en son nom dans ce dossier, incluant la préparation et le dépôt de tout acte de procédure ainsi que toute démarche jugée nécessaire à la défense des intérêts de la Municipalité;
2. De plaider-non coupable à la demande pour une ordonnance portant citation à comparaître dans le cadre du dossier 150-17-004466-212 et ratifier en ce sens le plaidoyer de non-culpabilité enregistré par nos procureurs le 4 mai 2026 devant la Cour supérieure du district de Chicoutimi.

107-2026

12.3 Dérogation, règlement sur le bruit, Action Progex

CONSIDÉRANT l'article 47 du Règlement 359-2025 relatif à la paix, l'ordre et la sécurité publique applicable aux municipalités locales de la MRC du Fjord-du-Saguenay;

CONSIDÉRANT QUE cet article prévoit que le conseil peut accorder une dérogation relative au bruit pour certains événements spéciaux;

CONSIDÉRANT l'ampleur des travaux liés à la mise en place du nouveau réseau de traitement des eaux usées et la volonté de respecter les échéanciers fixés;

CONSIDÉRANT la demande de l'entrepreneur Action progex d'obtenir l'autorisation d'amorcer ses travaux à 6h30 le matin ;

POUR CES MOTIFS, IL EST PROPOSÉ Mme Suzan Lecours, conseillère, appuyée par M. Alexis Trudeau Gratton, conseiller, d'autoriser Action progex d'amorcer les travaux pour la mise en place d'un nouveau réseau de traitement des eaux usées à 6h30 le matin.

M.Étienne Voyer demande le vote sur le sujet.

4 conseillers votent en faveur de la résolution.
1 conseiller vote contre la résolution.

La résolution est adoptée sur division.

13. PÉRIODE DE QUESTIONS

M. le maire répond aux questions de la dizaine de personnes présentes.

14. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

108-2026 14.1 Levée de la séance

M. Gilles Tremblay propose que la séance soit levée à 19h25.

Claude Riverin, maire

Éric Émond, directeur général et greffier-trésorier

*Procès-verbal rédigé par
Noémie Lefebvre et Éric Émond*